

Thème II : Les transformations politiques et sociales de la France de 1848 à 1870

Leçon 1 : La IIe République : un bouleversement politique et social

Pbtq : Quelles lois sont adoptées par la IIe République ?

Leçon :

Entre 1815 et 1848, une monarchie constitutionnelle est restaurée en France après la Révolution. Mais après plusieurs mois de tensions politiques et économiques, la monarchie est renversée définitivement et la IIe République est proclamée le 24 février 1848.

De grandes mesures sont immédiatement adoptées par le gouvernement provisoire :

- L'adoption du suffrage universel masculin (p. 46)
- L'abolition définitive de l'esclavage
- La création des Ateliers Nationaux (p. 46) pour fournir du travail aux ouvriers

Ces mesures font progresser l'égalité et la démocratie (p. 46) qui est fondée sur :

- La souveraineté populaire
- La séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire)
- Le respect des droits et des libertés des individus
- La diversité des opinions politiques

Le gouvernement provisoire rencontre des difficultés à gouverner et les Ateliers Nationaux sont fermés en raison de leur coup. Cela provoque des révoltes dans Paris qui sont réprimées : c'est la rupture entre les ouvriers et la République. Le 20 décembre 1848, Louis-Napoléon Bonaparte est élu Président de la République.

Leçon 2 : Le IIe Empire : un régime autoritaire

Pbtq : Pour quelles raisons peut-on qualifier le IIe Empire de régime autoritaire ?

Leçon :

La Constitution empêche Louis-Napoléon Bonaparte de se présenter pour un deuxième mandat, alors il organise un **coup d'Etat** le 2 décembre 1851 qui lui permet de rester au pouvoir. C'est la fin à la République. Napoléon III devient empereur le 2 décembre 1852 au Second Empire (1852-1870),

Napoléon III met en place un **régime autoritaire** dans lequel aucune contestation n'est permise. Il détient le pouvoir exécutif et législatif, il confisque donc le pouvoir. La presse est contrôlée, soumise à la censure et les opposants sont emprisonnés ou s'exilent, comme Victor Hugo.

Si le suffrage universel masculin est maintenu, le vote est contrôlé par la pratique des candidatures officielles : les candidats favorables à Napoléon III sont avantagés. Le vote

des Français est contrôlé par crainte du déclenchement d'une nouvelle révolution. Le régime est pourtant soutenu par les Français comme le montre le résultat (positif) des **plébiscites**.

Plébiscite : Vote par oui ou par non à une question posée par le régime.

Il existe pourtant de nombreux opposants à Napoléon III, notamment les Républicains. Leur programme est exprimé dans le « programme de Belleville » présenté par Léon Gambetta en 1869. Ils réclament :

- La garantie des libertés individuelle et collective
- L'exercice réel du suffrage universel
- L'instauration d'un enseignement primaire obligatoire et gratuit
- La laïcité : la séparation de la sphère politique de la sphère religieuse

Dans les années 1860, le régime se libéralise, assouplissant l'autoritarisme du régime, ce qui explique son soutien par les Français. En 1870, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse, il est capturé à Sedan, le 4 septembre 1870, la République est proclamée.

Leçon 3 : Victor Hugo, un défenseur de la République, un opposant à Napoléon III

Pbtq : Comment Victor Hugo défend-il la République, devenant ainsi un symbole républicain ?

Leçon :

Victor Hugo s'engage progressivement pour la République. Ecrivain célèbre, il débute sa carrière politique en défendant les idées monarchistes. Il est soutient de Louis-Philippe durant la monarchie de Juillet et devient « pair de France » entre 1845 et 1848.

En février 1848, au moment de la Révolution, il rallie la République, il est élu député de Paris à l'Assemblée Nationale et rejoint le camp des conservateurs, opposés aux ouvriers. Il soutient la candidature à l'élection présidentielle de Louis Napoléon Bonaparte en décembre 1848. Élu de nouveau député en 1849, il adopte des positions favorables aux libertés et aux droits des ouvriers.

Après le coup d'état du 2 décembre 1851, Victor Hugo s'exile, opposant à la prise du pouvoir et à l'Empire. Dans ses pamphlets, il qualifie l'Empereur de « Napoléon le Petit » et reste en exil durant tout le Second Empire. Il rentre en France à la proclamation de la République, s'engage en faveur de la République. A sa mort en 1885, des obsèques nationales sont organisées et il est enterré au Panthéon comme grande figure républicaine.

Leçon 4 : Les établissements Schneider au Creusot

Pbtq : En quoi les établissements Schneider symbolisent-ils l'ère industrielle ?

Bilan des élèves

Leçon 5 : L'industrialisation : des bouleversements économiques et sociaux

Pbtq : Quelles sont les conséquences concrètes de l'industrialisation pour les Français ?

Leçon :

L'industrialisation apparaît en France dans les années 1840 mais une impulsion majeure est apportée sous le Second Empire grâce à l'action de Napoléon III. Il encourage ainsi la formation d'entreprises, la création de banques et la construction de lignes de chemins de fer et de canaux. La circulation des hommes et des marchandises est favorisée, ce qui favorise le développement économique des espaces ruraux. L'industrialisation des campagnes permet un essor de la productivité mais engendre également l'exode rural car la mécanisation réduit la main-d'œuvre nécessaire.

L'exode rural dirige les populations vers les villes car les nouvelles usines créées nécessitent une main-d'œuvre abondante. Les villes se modernisent sous l'effet de l'urbanisation et accueillent une population de plus en plus nombreuse.

Toutefois, les conditions de travail des ouvriers sont pénibles et dangereuses. Les salaires sont bas, c'est pourquoi toute la famille travaille, même les jeunes enfants. À partir des années 1860, des lois sociales limitant le temps de travail et le travail des enfants sont adoptées. En 1864, le droit de grève est reconnu. À l'inverse, l'industrialisation favorise l'émergence d'une nouvelle classe sociale, la bourgeoisie, qui possède le capital permet de créer des entreprises. Ainsi, l'industrialisation aggrave les inégalités sociales, tandis que la France est une puissance industrielle en Europe.